

Le Canada fait actuellement face à une pénurie générale de main-d'œuvre instruite. La pénurie commence au niveau secondaire et devient particulièrement grave aux niveaux professionnel et universitaire. Cette insuffisance de main-d'œuvre qualifiée est l'un des principaux obstacles à surmonter pour atteindre un taux satisfaisant d'accroissement de la productivité et de croissance économique au Canada.

Les bénéfices futurs d'une augmentation des efforts dans le domaine de l'enseignement sont très considérables et le rendement économique que le pays peut espérer d'une augmentation des investissements dans ce domaine dépasse probablement par une forte marge celui de la plupart des autres formes de dépenses. Ces avantages d'ordre économique viennent s'ajouter aux bienfaits de l'instruction dans le développement humain, social et culturel de l'individu.

A la lumière de ces constatations, le Conseil recommande qu'il soit accordé au progrès dans le domaine de l'enseignement à tous les niveaux, une très haute place dans la politique publique et, à l'investissement dans ce domaine, le premier rang dans l'ordre des priorités. En particulier, il recommande instamment qu'une attention immédiate soit accordée aux points suivants :

- (1) L'augmentation rapide et prononcée de l'éducation post-secondaire dans toutes les régions du Canada. On devrait avoir pour but de fournir à tout étudiant canadien qualifié l'occasion d'accéder facilement à l'éducation supérieure de sorte que les obstacles financiers cessent d'en barrer la route. Un accroissement considérable des fonds destinés à la recherche est indissociablement lié à l'expansion et à l'amélioration de l'éducation aux niveaux supérieurs.
- (2) L'élimination des écarts qui subsistent dans les installations scolaires et les ressources professionnelles au niveau de l'école secondaire, de façon que l'éducation à ce niveau devienne une possibilité, réelle et pratique, pour tous les enfants canadiens.
- (3) L'élaboration et la mise en œuvre de programmes beaucoup plus vastes qu'il n'en existe actuellement, en vue de relever et d'adapter aux conditions de l'heure l'instruction et la formation de la main-d'œuvre existante, y compris les travailleurs professionnels et les cadres. Le retour périodique aux études et la réadaptation devront jouer à l'avenir un rôle toujours croissant.
- (4) Le recours à des mesures sociales et autres afin de réduire le nombre de ceux qui abandonnent les études au niveau secondaire et ainsi d'accroître sensiblement la proportion des finissants à ce niveau.
- (5) Des efforts énergiques de façon à assurer l'amélioration de la qualité et des méthodes d'enseignement par la recherche, l'emploi de nouvelles techniques et le relèvement des qualifications des enseignants.
- (6) Une plus étroite collaboration entre les hommes d'affaires, la main-d'œuvre et les services d'éducation ainsi que de meilleurs services d'orientation des étudiants au sujet des besoins futurs en main-d'œuvre et des moyens les plus efficaces de répondre à ces besoins.

Croissance économique et disparités régionales

La juste participation de chaque région au développement général de l'économie nationale est depuis longtemps pour la population canadienne un but qui se dérobe à son atteinte et l'objet de constantes préoccupations. Le Conseil a montré, dans son étude, qu'au cours des quarante dernières années, il y a eu relativement peu de progrès dans la réalisation d'un meilleur équilibre en ce sens. Malgré l'application de divers programmes et politiques, de grandes disparités ont persisté dans le revenu moyen par habitant. Il y a eu constamment aussi de grandes différences dans le degré auquel les ressources humaines et matérielles de chacune des régions ont trouvé des occasions d'emploi productif; la prospérité nationale a toujours eu tendance, il est vrai, à exercer